

DISCOURS DE CLOTURE de Régis HOCHART

Nous terminons ce congrès du Mans qui pendant 2 jours nous a réunis, militants de toutes les régions françaises. Ces 2 jours de travail ont été riches en débats. Le Comité National, le Secrétariat National, les animateurs et paysans qui l'ont organisé, structuré l'avaient espéré ainsi. Constater aujourd'hui que la parole est encore et toujours libre à la Confédération Paysanne est rassurant et d'un grand réconfort. Dès hier, nous avons situé ce congrès dans l'agenda politique et syndical. Il fait suite à des élections aux Chambres d'agriculture ou notre représentativité a certes baissé, mais à l'issue desquelles nous pouvons sans conteste nous appuyer sur 20 % des paysans qui ont adhéré au projet que nous construisons et au programme que nous avons proposé pour l'agriculture d'aujourd'hui et de demain.

Il fait immédiatement suite à l'élection présidentielle. Nicolas Sarkozy a été élu et le programme qu'il a porté pendant la campagne électorale ne peut que nous interpellier.

Les inspirations très libérales de ce programme ne peuvent que nous inquiéter pour l'avenir de la paysannerie française et mondiale.

La partie agricole de ce programme s'inscrit dans la continuité de la LOA de janvier 2006 et entend déboucher sur une agriculture duale, faite de production de masse et de niches. Le programme de production d'agrocarburants y est maintenu voire renforcé, notamment l'éthanol. La vocation exportatrice de l'agriculture française y est réaffirmée. Entre les lignes se décrit une concentration géographique renforcée des productions agricoles, une agriculture toujours intensifiée faisant appel sans discernement à des intrants et des nouvelles biotechnologies, notamment les OGM. Pendant la campagne il était le seul candidat à ne pas accepter un moratoire sur les cultures OGM alors même que la population n'en veut pas, qu'elles n'ont aucun intérêt économique pour les paysans, et qu'elles hypothèquent l'avenir. Mais non seulement nous ne baisserons pas les bras, mais nous élargirons notre champ d'action.

Ce programme porte en germe le naufrage de la paysannerie française déjà très largement entamé et s'il devait être la ligne de conduite du prochain gouvernement, il signifierait à très court terme la disparition d'une majorité de paysans, sans que pour autant les survivants aient tous l'assurance de conditions de travail et de revenu décentes .

Les orientations très sécuritaires de ce programme nous inquiètent aussi. Au-delà des interrogations que nous avons sur l'évolution des droits et des libertés individuels et collectifs, c'est aussi l'évolution du droit à l'expression syndicale qui nous inquiète.

Deux de nos anciens Porte parole, Jean-Emile Sanchez et José Bové sont condamnés à des peines de prison ferme pour leur engagement dans des actions syndicales. Jean-Emile Sanchez a même été clairement condamné en tant que Porte parole de la Confédération

Paysanne, à la suite d'une action à la laiterie Danone en Isère pour exiger un prix du lait correct, pour dénoncer une baisse du prix du lait et où étaient présents près de 200 militants. Le Président de la République, comme chaque Président nouvellement élu proposera une loi d'amnistie. Il a à cette occasion le pouvoir de mettre un coup d'arrêt définitif à ces condamnations iniques et insensées.

Nous considérerons la décision qu'il prendra comme une volonté ou non de maintenir en France le droit à l'expression syndicale, et la possibilité pour nous paysans de défendre nos droits élémentaires. Par ce droit qui ne peut être qu'imprescriptible.

Faisant suite aux élections Chambres d'agriculture et présidentielle, notre congrès précède les élections législatives. Du scrutin du 17 juin, sortira une majorité de gouvernement. Nous attendons d'elle qu'elle se détermine sur le projet agricole que le gouvernement conduira. Nous attendons aussi qu'elle promulgue une loi sur la représentativité des syndicats agricoles qui permette une expression normale et équitable du pluralisme dans tous les lieux, décisionnels ou consultatifs où les paysans sont impliqués.

Nous attendons aussi que quoi qu'il ait été dit avant, elle décrète un moratoire sur les OGM.

Notre congrès s'inscrit enfin dans un calendrier de négociations européennes et internationales. Les choix à l'OMC d'une part, le bilan de la PAC en 2008, puis la révision de la PAC en 2013, peuvent avoir des retentissements considérables sur les paysans et sur le métier même de paysan.

Nous avons aussi situé ce congrès dans l'histoire de la Confédération Paysanne. C'est le congrès des 20 ans. 20 ans de militantisme, 20 ans de syndicalisme au cours desquels les responsables se sont succédés aidant à la construction de ce syndicat. 20 ans au cours desquels de nouveaux adhérents, de nouveaux militants nous ont rejoints.

Pour nous pencher sur l'histoire de la Confédération Paysanne et des luttes que nous avons conduites, pour poursuivre notre militantisme, nous nous retrouverons les 17-18 et 19 août prochains sur l'Aubrac pour la fête des 20 ans. Nous y ferons le lien entre l'histoire de la Confédération Paysanne, l'avenir du syndicalisme agricole et des syndicats agricoles. Simultanément les Amis de la Confédération Paysanne y tiendront leur Assemblée Générale.

Depuis 20 ans, nous avons construit le projet syndical de la Confédération Paysanne. Année après année, nous l'avons confronté aux évolutions sociales, environnementales, écologiques, économiques, culturelles des territoires, du plus petit, notre ferme, au plus grand, la planète. Nous l'avons fait dans un but premier, défendre les paysans ; défendre les paysans et aussi défendre le métier de paysan.

A la Confédération Paysanne, en permanence, nous nous interrogeons : défendre les paysans au quotidien, au plus près de leurs préoccupations, ou défendre une autre agriculture, d'autres politiques agricoles, d'autres relations internationales ? Les débats de ces 2 jours en

attestent. Posée ainsi la question est mal posée. La question n'est pas de l'un ou de l'autre. Seule est possible la réponse l'un et l'autre.

Pouvons-nous imaginer défendre les paysans face à une crise sanitaire sans en chercher les causes dans les modes d'élevage ?

Pouvons-nous imaginer défendre les paysans face à des baisses de revenu, sans revendiquer la maîtrise des productions, la répartition ?

Pouvons-nous imaginer défendre les paysans confrontés à des problèmes environnementaux sans mettre en cause les politiques qui depuis 40 ans conduisent à une concentration géographique des productions ?

Pouvons-nous défendre des prix rémunérateurs sans mettre en cause les politiques libérales qui nous dirigent, les concentrations des outils économiques, la répartition des soutiens publics et les échanges biaisés qu'elles impliquent ?

A l'évidence NON !

Et à l'inverse pouvons-nous défendre un autre projet agricole, un autre projet de société sans défendre pied à pied, au jour le jour les atteintes qui nous sont faites.

Atteintes économiques

- en baissant le prix de nos produits
- en alourdissant les normes sanitaires ou d'élevage

Atteintes économiques aussi en décidant de telle ou telle répartition de telle ou telle aide.

Atteintes à notre outil de production en refusant de répartir équitablement les droits de production ou le foncier.

Atteintes aussi à notre outil de production en décrétant l'arrachage de 400 000 ha de vignes en Europe ou en régularisant des accroissements sauvages de porcheries.

Atteintes sociales en refusant à certains l'accès au métier, ou ne mettant pas en place des retraites dignes pour tous.

Si nous ne nous battons pas au jour le jour, pied à pied, à quoi sert de créer de nouvelles relations sociales, économiques, environnementales et culturelles, s'il n'y a plus de paysans pour les faire exister.

Ce congrès, nous l'avons ouvert pour mettre en ligne, en cohérence, la défense des paysans aujourd'hui et l'avenir de la paysannerie et du métier de paysan.

Depuis le dernier congrès, nous répétons inlassablement que nous devons nous inscrire face aux enjeux majeurs qui se présentent à nous :

- la nécessaire obligation de nourrir en diversité, en qualité et en quantité une population en augmentation ;

- le réchauffement climatique, dont l'agriculture risque d'être une victime, mais dont elle est aussi un des responsables ;
- l'épuisement programmé des ressources d'énergie fossile qui vont obliger l'humanité à chercher d'autres sources énergétiques tout en diminuant drastiquement sa consommation ;
- le partage de la ressource en eau, mais aussi sa protection ;
- le développement des régions pauvres du globe pour enrayer une migration sociale de la misère à laquelle va bientôt se rajouter une migration climatique tout aussi redoutable.

L'agriculture est au centre de tous ces enjeux. Nous devons impérativement conserver partout des agricultures, des paysanneries.

Et donc ici.

Nous avons tissé les orientations pour les années à venir de la Confédération Paysanne, principalement pour les 2 prochaines années. Nous avons réaffirmé la nécessité de relocaliser les productions, dans une diversité retrouvée. Nous avons affirmé l'urgence de la déconcentration des régions de production. Les territoires, leur diversité sont une réalité culturelle. Ils sont aussi un formidable atout économique et un atout social. L'agriculture doit être un creuset pour l'emploi – paysan et salarié.

L'agriculture paysanne en est la base, elle en est aussi la pratique au quotidien. Nous revendiquons une agriculture productive, mais économe en intrants, autonome au mieux qu'elle le peut et solidaire.

Le développement de l'agriculture paysanne engendre aussi la relocalisation des transformations et de la commercialisation. Cela nous amène à créer de nouveaux outils collectifs, plus locaux, moins distants des consommateurs.

Nous sommes nombreux, militants de la Confédération Paysanne à être investis dans des outils collectifs. Nous sommes nombreux aussi à en avoir créé : coopératives de production, de transformation, CUMA, magasins collectifs, GIE de ventes, AMAP.. et bien d'autres encore. Par ce travail de création et de défense, nous orientons les systèmes de production, nous répartissons la valeur ajoutée, nous produisons près des consommateurs, nous créons de l'emploi.

Nous savons qu'à l'inverse, la concentration des outils économiques est un non sens, et que leur rentabilité est totalement factice. Intégrons aux charges des IAA qui concentrent la production dans des bassins restreints, le coût du maintien en l'état des milieux naturels, les coûts induits pour les paysans par les mises aux normes, les coûts induits pour les consommateurs par le traitement de l'eau et la consommation d'eau en bouteilles, et leur pseudo rentabilité, leur pseudo compétitivité s'effondrent. Il est important qu'aujourd'hui,

nous reconnaissons à la Confédération Paysanne, le travail des militants engagés dans les outils économiques.

L'agriculture paysanne est aussi le socle qui nous permettra de renouveler la population agricole. L'installation de nouveaux paysans, qu'ils reprennent une exploitation qui leur aura été transmise, ou qu'ils initient un projet, est une des priorités de la Confédération Paysanne dans les années à venir. Depuis longtemps déjà, dans de nombreux départements un travail important est réalisé. Aujourd'hui, nous avons décidé de renforcer ce travail, de mutualiser nos efforts.

L'agriculture paysanne, avec la relocalisation des productions, des transformations, des commercialisations, avec l'emploi qu'elle induit, avec la reconnaissance du rôle culturel, social et économique des territoires est l'expression locale, régionale de la souveraineté alimentaire.

La souveraineté alimentaire non pas comme un concept, mais comme un élément moteur de la défense des paysans.

La souveraineté alimentaire qui se décline à tous les espaces géographiques.

La souveraineté alimentaire pour organiser les règles internationales. La souveraineté alimentaire doit permettre à chaque pays de décider de l'agriculture qu'il veut et dont il a besoin. Pouvoir se protéger d'importation à bas prix, s'interdire des exportations qui déstructurent l'économie des autres pays, mais aussi mettre en œuvre une politique agricole pour y parvenir. Les états doivent pouvoir instaurer des politiques de défense et de maintien de leur paysannerie. La Banque Mondiale, après des années de ce démantèlement semble commencer à comprendre les effets néfastes de cette dislocation.

La souveraineté alimentaire aussi pour donner un cadre et un espace à la politique agricole européenne. Il est essentiel et urgent que l'agriculture cesse d'être uniquement évaluée par la valeur de ses produits sur les marchés, eux-mêmes totalement biaisés par les aides colossales de l'UE et des USA. Les politiques agricoles doivent intégrer dans l'agriculture le produit – principalement alimentaire, et toutes les incidences sur l'emploi, l'environnement, la vitalité des territoires ruraux, l'économie induite, la culture.

Actuellement les négociations à l'OMC se poursuivent. Nous devons être vigilants, présents comme nous le sommes depuis plus de 10 ans. Plus nous devons converger avec des alliés et des partenaires pour éviter des accords désastreux pour nous, pour tous.

Nous convergerons déjà dans la marche de cet automne qui sera simultanée de la marche des paysans indiens de Janadesh .

Avec les alliés que nous avons dans les mouvements et syndicats agricoles d'autres pays, la COAG aujourd'hui présente à la tribune en est un symbole, à la Coordination Paysanne Européenne, dans Via Campésina. Avec les partenaires que nous avons ou que nous trouverons dans les associations de citoyens, auprès de syndicats de travailleurs, auprès d'élus de nos régions et auprès de responsables d'états et de gouvernements.

Mais cependant que nous nous battons pour obtenir la souveraineté alimentaire, pour développer l'agriculture paysanne, révolutionner l'installation et la transmission des fermes, créer de nouveaux partenariats locaux et de nouveaux outils, la Politique Agricole Commune continuera à rythmer la vie de la plupart des paysans d'Europe.

Nous ne pouvons nous désintéresser de son évolution, tant elle pèse sur notre revenu et sur l'avenir de nos fermes.

Deux échéances se profilent nous l'avons déjà largement évoqué, en 2008 et en 2013. Ne nous faisons pas d'illusion, fin 2008, la PAC rénovée ne sera pas vraiment la nôtre, mais à agir nous pouvons en limiter les aberrations et les dégâts et gagner certaines évolutions.

Après une période de bilan en 2007 à laquelle nous devons intensément participer, pour en mettre en lumière tous les impacts négatifs, viendra la période 2008 de nouvelle réforme.

Nous serons force de propositions vis-à-vis des décideurs. Nous devons imposer une répartition moins inégalitaire des aides du 1^{er} pilier. Notamment par la modulation progressive et le plafonnement. Mais aussi par la prise en compte de l'évolution des cours des produits agricoles.

Nous devons exiger un 2^{ème} pilier conséquent, qui ne puisse nulle part en Europe être inférieur à 20 % du budget de la Politique Agricole communautaire. Ce deuxième pilier doit être destiné à réorienter les pratiques agricoles d'une part et à renforcer la vitalité des territoires ruraux d'autre part. Ce 2^{ème} pilier ne doit en aucun cas être dévoyé : entendre dire comme le font certains qu'il doit servir à l'amélioration de la compétitivité des exploitations fait dresser les cheveux sur la tête car c'est pour certains tenter de récupérer d'une main ce que l'autre aura dû abandonner dans le plafonnement.

Pour gagner des partenariats et des alliances seront là aussi nécessaires. Le renforcement du réseau Inpact est engagé au niveau national. Il doit se développer aussi dans les régions. Nous y avons des partenaires naturels préoccupés comme nous à donner un avenir à l'agriculture paysanne, à l'agriculture biologique.

Des partenariats devront se développer avec les autres acteurs des territoires ruraux, notamment dans les pays. Les régions dont le rôle en agriculture se renforcera, et qui deviennent des acteurs dynamiques de la politique agricole européenne devront mettre en place des partenariats avec nos réseaux et des alliances avec d'autres régions d'Europe.

Des instances internationales de l'Union Européenne, nous avons dit ce que nous attendons.

Nous attendons aussi de l'Etat français qu'il prenne conscience du naufrage actuel de notre agriculture.

Depuis quelques jours, le développement durable semble être devenu important. L'agriculture doit impérativement être intégrée à la réflexion, agriculture biologique et aussi agriculture non biologique.

Nous voyons arriver aujourd'hui au gouvernement Madame Christine Lagarde, nouveau ministre de l'Agriculture. Nous savons qu'avec le parcours professionnel qu'elle a eu, elle pourra appréhender les échanges et négociations européennes et internationales. Mais quelles propositions y portera-t-elle ? Nous lui demandons notamment de considérer que l'agriculture ne résume pas à un échange de produits marchands. A ce titre, le soutien qu'elle a apporté au MOMA (groupe des responsables agricoles très très libéraux) ne manque pas de nous inquiéter. Réduire ainsi l'agriculture et l'alimentation serait un drame et un non sens. Nous lui demandons de ne jamais l'oublier, ni de ne jamais oublier que les paysans français ont droit à un revenu, mais que celui-ci ne doit pas se faire sur le dos des autres paysans du monde.

Nous attendons des collectivités territoriales qu'elles remettent à plat leurs interventions publiques agricoles et rurales, qu'elles appuient les initiatives, les créations locales qu'elles favorisent les relocalisations de l'économie notamment agricole. Nous attendons de celles qui n'arrivent pas à sortir de leurs attermoissements des décisions et des actes précis. Nous attendons qu'elles prennent à bras le corps le problème du renouvellement paysan dans toutes les régions de France :

- Au niveau du foncier et du logement en y investissant de l'énergie et des moyens ;
- en privilégiant là où elles ont compétence les productions locales ;
- en soutenant les projets d'installation en agriculture paysanne.

Nous attendons qu'elles accompagnent les associations qui promeuvent l'agriculture paysanne, principalement les associations du réseau Inpact, qui sont pratiquement les seules opérantes à ce jour.

Certaines régions, certains départements, certains pays ou intercommunalités le font déjà et les résultats sont notables. Des territoires qui ne le font pas, nous attendons autre chose que des mots. Car l'enjeu est essentiel.

J'ai dit nous attendons des instances internationales de l'Europe, du Gouvernement français, des collectivités territoriales.

Mais nous n'attendrons pas les bras croisés.

Aujourd'hui, face à une politique libérale qui se poursuit, avec ses visions à court terme, qui entraîne le monde à un désastre social et écologique, face à une politique libérale qui connaît les marchés et la rétribution de l'investissement, mais qui ignore superbement les individus nous rentrons chaque jour un peu plus en résistance.

Résistance ou doivent cohabiter combativité et création. La Confédération Paysanne était importante jusqu'ici. Dans le contexte actuel, elle devient nécessaire.

Nous aurons besoin d'être forts dans les mois et les années à venir, les enjeux sont trop importants pour que nous puissions en douter.

Nous devons être forts nous-mêmes. Pour être forts nous devons continuer à construire et à nous battre. Nous devons aussi être plus nombreux. Nous lançons aujourd'hui une campagne d'adhésion dans tous les départements de France. Nous sommes aujourd'hui 11 000 adhérents à la Confédération Paysanne. Au prochain congrès dans 2 ans, nous pouvons être 22 000. 22 000 vrais adhérents, militants comme nous savons l'être à la Confédération Paysanne. Doubler en 2 ans, c'est possible et j'en fais le pari. Pour défendre nos droits, pour défendre nos voisins, pour être force de propositions, pour être plus nombreux, nous devons être efficaces.

Avec les moyens que nous avons aujourd'hui. Notre travail à tous sera de les rendre le plus efficaces possible. La structure nationale, les structures départementales devront s'attacher à mutualiser les activités de chacun. Pour cela nous réorganiserons notre fonctionnement et notre communication interne .

Il reviendra au Secrétariat National dans son ensemble d'organiser dans les prochains mois la structure de Bagnolet pour y parvenir. C'est un travail incontournable, qui ne peut être que collectif. Nous devons être vigilants à ce qu'aucune région ne se retrouve sans animateur. Pour cela, nous devons organiser la solidarité à l'intérieur de la Confédération Paysanne.

Nous reverrons notre communication externe pour que l'image que les gens ont de nous corresponde à la réalité de ce que nous sommes et que nous vivons.

Nous devons être forts nous-mêmes. Nous devons être forts avec les autres. Nous avons évoqué régulièrement ces 2 jours l'importance qu'il y a à vitaliser nos alliances avec les acteurs du monde agricole et rural.

Nous poursuivrons aussi nos alliances avec les citoyens, avec le mouvement social, avec les associations de consommateurs.

Nous travaillerons avec tous pour un réel changement de société. Changement économique, social, écologique. Mais c'est avant tout vers les paysans que nous ne tournerons pour les aider, les défendre et les convaincre, car si nous ne le faisons pas personne ne le fera à notre place.

Nous continuerons plus nombreux, riches de nos alliances, combatifs et créatifs ces 2 prochaines années.

Je sais pouvoir compter sur nous.

Lu au Mans, le 24 mai 2007